


# Réponse à l'association 40 millions d'automobilistes

**Êtes-vous favorable à un retour généralisé d'une vitesse maximale autorisée à 90km/h sur les routes départementales ? Sur les routes nationales ?**

**Ou au contraire envisagez-vous de maintenir la réglementation en l'état actuel : routes nationales à 90km/h et limitation de vitesse des routes départementales à la discrétion des Conseils départementaux?**

**Imaginez-vous d'autres types d'aménagement de la réglementation à la vitesse sur le réseau secondaire ?**

Bonjour,

si nous partageons un certain nombre de considérations sur les déplacements en particuliers dans les territoires ruraux, il nous semble que la question des 80 ou 90 km/h n'est pas l'essentiel du problème.

La première priorité pour nous est au (re)développement des transports collectifs gratuits : cars, train, navettes… En effet, à l'heure de l'urgence climatique, la priorité donnée à la voiture individuelle ne peut être considérée comme une solution acceptable. Or les politiques menées à tous les niveaux ces dernières années et en particuliers le bradage de la SNCF au secteur lucratif ont conduit à la disparition ou à la dégradation de nombreuses dessertes locales.

Le développement des structures de proximités de services publics (comme la Poste, les trésoreries publiques… ) ou des commerces de base favorisant les circuits courts et les productions locales permettraient également de répondre autrement à la nécessité de se déplacer.

Enfin pour ce qui est des déplacements lié au travail, là aussi des mesures nous semblent plus urgentes : en finir avec les concentrations dans des mégapoles entourées de cités dortoirs, relocaliser la production nécessaire à des échelles compatibles avec nos préoccupations sociales et écologiques, etc… permettraient également de limiter les déplacements. Enfin une réduction importante du temps de travail à la semaine de 4 jours (sans perte de salaire) permettrait à la fois de réduire la fréquence des déplacements mais aussi d'avoir le temps de circuler sans être constamment pressé par les obligations professionnelles et familiales.

En tout état de cause, nous sommes opposé à la politique du tout répressif et de la multiplication des radars mise en oeuvre par le gouvernement. Et cela d'autant que ces sanctions sont de plus en plus dévoyées de leur rôle soit-disant éducatif pour faire rentrer des sous dans les caisses de l'état.

En espérant avoir répondu à vos questions même indirectement, veuillez recevoir nos salutations anticapitalistes.

L'équipe de campagne de Philippe Poutou